

Brochure n° 3049

Convention collective nationale

IDCC : 1557. – **COMMERCE DES ARTICLES
DE SPORTS ET ÉQUIPEMENTS
DE LOISIRS**
(14^e édition. – Août 2004)

ACCORD DU 12 MAI 2005
RELATIF À LA CRÉATION DU CQP
« PRÉPARATEUR-RÉPARATEUR DE VÉHICULES DE LOISIRS »
NOR : *ASET0550841M*
IDCC : 1557

Vu l'accord cadre du 25 juin 2002 sur les certificats de qualification professionnelle (CQP) ;

Vu la décision de la commission paritaire du 9 mars 2004 de créer un CQP de « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs » ;

Vu la décision de la CPNEFP du 17 mars 2005 portant approbation du cahier des charges de réalisation du CQP de « préparateur/réparateur de véhicules de loisirs »,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les signataires décident la création du CQP « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs ».

Article 2

Ce CQP sera délivré selon les modalités définies dans les annexes jointes au présent accord.

Article 3

Ce CQP est reconnu dans le « complément véhicules de loisirs » de la classification professionnelle. Le coefficient correspondant au niveau d'entrée est le 160 et le coefficient correspondant à l'obtention du CQP est le 175.

Article 4

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l'article L. 132-2-2 du code du travail. A l'issue du délai de 15 jours, le texte du présent accord sera déposé en application de l'article L. 132-10 du même code et son extension sera demandée conformément aux articles L. 133-8 et suivants du code du travail.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération professionnelle des entreprises du sport et des loisirs (FPS) ;

Chambre syndicale nationale des distributeurs de véhicules de loisirs (DICA).

Syndicats de salariés :

Fédération des services CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération des syndicats, commerce, services et force de vente CFTC.

ANNEXE

LE RÉFÉRENTIEL DE FORMATION DU CQP DE PRÉPARATEUR-RÉPARATEUR DE VÉHICULES DE LOISIRS

Les objectifs stratégiques en matière de formation

Le secteur de la distribution des véhicules de loisirs connaît de fortes transformations qui génèrent des besoins en compétences professionnelles du personnel technique et en particulier de l'emploi de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs (VDL) tel que défini par l'accord du 21 mars 2003 du complément « véhicules de loisirs » de la convention collective nationale « commerce des articles de sports et des équipements de loisirs ».

Pour mémoire, les véhicules de loisirs (dénommés ci-après VDL) sont composés des autocaravanes (camping cars), des caravanes de loisirs, des caravanes d'habitation et des résidences mobiles de loisirs (mobil-homes) voir tableau annexe I.

La distribution de véhicules de loisirs comporte 7 activités principales courantes, 2 nouvelles et 1 traditionnelle :

1. Vendre des camping-cars neufs ou d'occasion, assurer les reprises.
2. Vendre des remorques et des caravanes neuves ou d'occasion.
3. Vendre des mobil-homes.
4. Vendre des équipements et des accessoires.
5. Réparer les équipements, les carrosseries (parfois en atelier spécialisé).
6. Louer des VDL.
7. Vendre des facilités de financement et des contrats d'assurance.

Et 2 fonctions émergentes :

8. (Ré)aménager clés-en-main des terrains de camping, des parcs résidentiels de loisirs avec livraison de mobil-homes, et réalisation de prestations diverses.

9. Réparer la mécanique (activités d'atelier mécanique automobile).
10. Aménager des fourgons de VDL.

Les établissements sont souvent spécialisés et rares sont les entités autres que juridiques qui couvrent l'ensemble de ces métiers.

Il y a environ 400 entreprises de distribution sur le territoire, soit 500 établissements dont 295 adhèrent à la chambre syndicale DICA.

La taille moyenne des établissements est inférieure à 8 personnes.

Ce sont soit :

- de très petites à petites entreprises spécialisées juridiquement et commercialement indépendantes ;
- de petites entreprises indépendantes regroupées en réseaux de distribution (MASTERS, YPOCAMP, IDYLCAR) ;
- quelques moyennes entreprises indépendantes parfois adhérentes à un réseau ;
- une moyenne et une grande entreprise, le groupe DESTINEA avec 21 établissements et le groupe TPL-Narbonne Accessoires-Lando avec 47 établissements.

La distribution « multimarque constructeur » est une donnée commune générale mais la concession d'une marque connue est une garantie de marché.

Par ailleurs, il est constaté une forte concentration des constructeurs de VDL, avec au niveau ouest européen l'émergence de 3 principaux groupes : TRIGANO, HYMER et SEA.

L'immatriculation des véhicules routiers permet de suivre les évolutions des marchés français du neuf et de l'occasion :

- forte croissance des ventes de camping-cars neufs sur les 5 dernières années : + 190 % (17 391 ventes juillet 2002 - juin 2003) ;
- *idem* pour l'occasion : + 150 % (26 035 ventes juillet 2002 - juin 2003) ;
- baisse constante des ventes de caravanes neuves sur 5 ans : - 33 % (8 361 ventes juin 2002 - juillet 2003), baisse contenue par le maintien des ventes de caravanes d'habitation.

Les mobil-homes n'étant pas immatriculés, seules les données des constructeurs de mobil-homes permettent de cerner le marché et son évolution. Le marché annuel se situerait entre 20 et 22 000 unités neuves vendues.

Par ailleurs toutes les évolutions réglementaires concernant la distribution automobile en Europe, les évolutions du droit de la consommation (garantie contre les défauts cachés de la chose vendue par exemple,...), les réglementations liées aux produits en « fin de cycle de vie », les réglementations de l'organisation sociale (mise en place de la RTT par le développement d'un marché du loisir...), ainsi que les évolutions des produits et des technologies ont un impact important sur le marché des VDL.

Pour pouvoir répondre à ces enjeux et compte tenu de la difficulté, exprimée depuis de nombreuses années, à recruter du personnel technique compétent, la DICA se fixe les objectifs développés ci-après en matière de formation professionnelle.

Les objectifs généraux

Les objectifs généraux que se fixe la DICA en matière de formation de préparateur-réparateur de VDL sont les suivants :

1. Professionnaliser les personnels occupant actuellement ces emplois en vue d'une meilleure efficacité et d'un meilleur service au client.
2. Afin de disposer sur le marché de l'emploi de personnes directement opérationnelles dans ce secteur en expansion, proposer une formation spécifique aux personnes intéressées par ce secteur d'activité mais possédant soit des aptitudes avérées à l'emploi, soit une qualification dans un métier proche.

3. Proposer à l'ensemble de ces professionnels une reconnaissance de leurs compétences par la délivrance d'un CQP (certificat de qualification professionnelle).

En parallèle à cette action de professionnalisation, la DICA doit conduire une politique de communication, visant à mieux faire connaître les embauches à satisfaire chez ses adhérents, auprès des établissements et organismes de formation formant à des métiers proches.

Cette politique s'appuie sur les relais professionnels, administratifs et financiers qui seront à mobiliser.

Modules généraux

Les 4 modules identifiés relatifs à l'emploi de préparateur-réparateur en véhicules de loisirs, sont :

Préparer un véhicule de loisirs pour l'exposition ou la livraison : 105 heures.

Réparer, remplacer, adapter des éléments intérieurs ou extérieurs sur un véhicule de loisirs : 140 heures.

Poser des accessoires mécaniques, électriques ou électroniques sur un véhicule de loisirs : 140 heures.

Livrer un véhicule de loisirs au client : 70 heures.

Remarque. – Les éventuelles périodes en entreprises, quel que soit leur statut, ne sont pas intégrées ici.

Chaque fiche module présente les éléments suivants :

- intitulé du module ;
- objectifs du module : définit l'objectif professionnel du module et correspond à l'activité qu'on pourra confier au titulaire de l'emploi ;
- effectif concerné (indicatif) ;
- durée du module : exprimée en heures ;
- résultats attendus : définit les savoir-faire à acquérir ;
- programme pédagogique : définit le contenu des modules ;
- méthode pédagogique : préconise une démarche de formation ;
- modalités d'évaluation : permet de vérifier l'atteinte des objectifs ;
- observations : permet de mentionner des éléments d'information complémentaires sur les items précédents.

NB : avant les formations, et en particulier avant les formations techniques liées aux métiers de l'entreprise, l'organisme de formation devra prendre contact avec la profession et visiter des entreprises pour :

- prendre en compte les conditions particulières de travail, les outils, machines et matériaux utilisés ;
- élaborer des situations pédagogiques en rapport avec l'environnement de l'entreprise.

Module : préparer un véhicule de loisirs pour l'exposition ou la livraison

Objectifs de formation

Savoir recevoir un véhicule de loisirs neuf ou d'occasion et le préparer pour l'exposition ou la vente (intérieur et extérieur du véhicule porteur et de la cellule) :

- tous les équipements du véhicule fonctionnent bien ou une fiche énonçant les défauts constatés est remplie ;
- l'aspect intérieur et extérieur du véhicule est conforme aux exigences habituelles de l'entreprise ou une fiche constatant les défauts d'aspect est remplie.

Effectif concerné

Groupes de 10 à 15 personnes.

Durée

105 heures.

Résultats attendus

Être capable de :

- formaliser un mode opératoire ;
- respecter les normes de sécurité ;
- vérifier l'état du véhicule porteur (châssis, cabine, groupe moteur) ;
- contrôler l'état de la cellule et de ses ouvrants, lanterneau et baies ;
- contrôler l'état intérieur de la cellule ;
- tester les équipements de la cellule ;
- effectuer les nettoyages intérieurs et extérieurs (y compris châssis et moteur) ;
- réparer le véhicule pour un stockage ou un hivernage.

Programme pédagogique

Principes de construction d'un véhicule de loisirs.

Méthodologie de diagnostic pour chacun des éléments du véhicule.

Pannes ou dysfonctionnements classiques et « trucs » du métier.

Choix des produits de nettoyage adaptés aux différents supports.

Techniques de nettoyage intérieur et extérieur d'un VDL.

Limites de l'intervention du préparateur (appel au réparateur ou à la sous-traitance).

Sécurité dans les ateliers et sur les aires de travail en extérieur (risques possibles, protection individuelle, des voisins, règles de sécurité y afférentes).

Méthode pédagogique

Apports théoriques et exercices d'appropriation sur véhicule école, en tenant compte des éventuels savoir-faire des participants.

On prendra soin de commencer le module en vérifiant les connaissances, les expériences et les façons de faire en la matière de chaque participant.

Modalités d'évaluation

Une évaluation finale termine ce module.

Elle est annexée au livret CQP sous la responsabilité de l'organisme de formation.

Module : réparer, remplacer, adapter des éléments intérieurs ou extérieurs sur un véhicule de loisirs

Objectifs de formation

Savoir établir un diagnostic de fonctionnement ainsi qu'un diagnostic de panne.

Savoir démonter et monter des éléments mécaniques ou électriques situés à l'intérieur ou à l'extérieur du VDL, en remplacement d'éléments existants défectueux.

Savoir effectuer les petites réparations sur ces éléments à l'exclusion de la carrosserie et de la peinture.

Savoir assurer la parfaite étanchéité du véhicule et sa résistance à la corrosion.

Effectif concerné

Groupes de 10 à 15 personnes.

Durée

140 heures.

Résultats attendus

Être capable de :

- formaliser un mode opératoire ;
- respecter les normes de sécurité ;
- lire et de respecter une gamme de travail ;
- choisir et mettre en œuvre les bons outils et les bons matériaux dans chaque circonstance (éléments à réparer ou à changer et supports) ;
- entretenir les différents outils utilisés.

A l'intérieur :

- réparer, remplacer, adapter les éléments de plomberie ;
- réparer, remplacer, adapter les éléments amovibles intérieurs ;
- réparer, remplacer, adapter les lignes et éléments électriques et électroniques ;
- concevoir et installer un petit agencement.

A l'extérieur :

- réparer, remplacer des éléments amovibles extérieurs.

Programme pédagogique

Mise en œuvre et respect d'une gamme de travail.

Electricité : principes de montage d'éléments en courant continu et en courant alternatif, normes et abaques.

Plomberie : principes de démontage et de montage d'éléments de plomberie classique (matériaux et outils adaptés à chaque élément et à chaque support).

Menuiserie : principes de modification et de création de petites menuiseries intérieures (prise de cotes, traçage, placages).

Choix des points d'ancrage ou de fixation.

Choix des matériaux de fixation adaptés aux différents supports et aux circonstances de l'ouvrage.

Les outils : leurs fonctions, le choix, la mise en œuvre et l'entretien.

Les pièces, leurs fonctions, et leurs caractéristiques : éléments d'assemblage, articulations, rotules, suspensions, joints, liaisons et guidages.

Techniques de montage et de démontage, incidents possibles et conduites à tenir (les trucs et astuces du métier) (1) dans un espace exigü.

Méthode pédagogique

Apports théoriques sur les outils, les produits et pièces à manipuler.

Apports théoriques en électricité.

Exercices pratiques de montage et de démontage d'élément. On insistera particulièrement sur les incidents possibles et leur traitement pour augmenter la capacité d'adaptation en toutes circonstances.

Exercices pratiques de réparation de différents éléments.

Modalités d'évaluation

Par réussite aux exercices proposés.

Par vérification de l'étanchéité et de l'aspect impeccable du véhicule après intervention.

Une évaluation finale termine ce module.

Elle est annexée au livret CQP sous la responsabilité de l'organisme de formation.

Module : poser des accessoires mécaniques, électriques ou électroniques sur un véhicule de loisirs

Objectifs de formation

Savoir installer de nouveaux accessoires mécaniques, électriques ou électroniques, en respectant l'existant et en assurant la solidité, la fiabilité et le bon fonctionnement de ces accessoires :

- le bon fonctionnement de l'accessoire installé ;
- le fonctionnement des autres accessoires ou éléments n'est pas perturbé ;
- le véhicule est maintenu dans un aspect impeccable.

(1) Nous aurions pu dire : les savoir-faire tacites connus des seuls professionnels exercés.

Effectif concerné

Groupes de 10 à 15 personnes.

Durée

140 heures.

Résultats attendus

Être capable, dans le respect des normes des constructeurs, de :

- poser, ajouter des accessoires mécaniques (porte-vélo, porte-moto, échelle, galerie, réservoir, lanterneau,...) ;
- poser, ajouter des accessoires électriques et électroniques (antenne, batterie, panneau solaire, climatisation, système d'aide à la navigation assistée...) ;
- formaliser et/ou suivre un mode opératoire ;
- respecter les normes de sécurité ;
- lire et respecter une gamme de travail ;
- choisir et mettre en œuvre les bons outils et les bons matériaux dans chaque circonstance ;
- entretenir les différents outils utilisés.

Programme pédagogique

Mise en œuvre et respect d'une gamme de travail.

Electricité : principes de montage d'éléments en courant continu et en courant alternatif, normes et abaques.

Compatibilité, en particulier électrique, des éléments ajoutés avec les éléments existants.

Normes dimensionnelles à respecter sur les véhicules de loisirs.

Choix des points d'ancrage et des matériaux de fixation adaptés aux différents supports et aux circonstances de l'ouvrage.

Les outils : fonctionnalités, choix, mise en œuvre et entretien.

Les différents éléments à installer, leurs caractéristiques et les précautions de montage.

Réglages et mises au point des éléments électroniques installés.

Techniques de montage et de démontage, incidents possibles et conduites à tenir, les trucs du métier dans un espace exigü.

Méthode pédagogique

Apports théoriques.

Mise en situation par réalisation d'exercices pratiques de pose d'accessoires mécaniques, électriques et électroniques.

Modalités d'évaluation

Une évaluation finale termine ce module.

Elle est annexée au livret CQP sous la responsabilité de l'organisme de formation.

Module : livrer un véhicule de loisirs au client

Objectifs de formation

Savoir présenter le véhicule au client en lui expliquant le fonctionnement de chaque élément pour que ce dernier puisse l'utiliser en parfaite autonomie.

Savoir faire prendre en main (s'approprier) les produits équipements par le(s) client(s).

Effectif concerné

Groupes de 10 à 15 personnes.

Durée

70 heures.

Résultats attendus

Etre capable de :

- montrer les équipements, les faire fonctionner et transmettre les instructions nécessaires ;
- montrer le panneau de contrôle et transmettre les instructions nécessaires ;
- montrer le poste de conduite du camping-car et transmettre les instructions nécessaires ;
- montrer les différentes jauges et niveaux du moteur du porteur et transmettre les instructions nécessaires ;
- remettre les documents relatifs au véhicule (hors documents administratifs) ;
- formaliser et/ou suivre un mode opératoire ;
- respecter les normes de sécurité.

Programme pédagogique

Principes de la communication (écoute active et reformulation).

Rappel sur les différents éléments et accessoires à présenter au client.

Les différents éléments du panneau de contrôle, du poste de conduite, les jauges et niveaux.

Utilisation des différents documents propres aux VDL.

Méthodologie de présentation et de remise d'un VDL.

Méthode pédagogique

Par apports théoriques sur la communication.

Par établissement d'une check-list des points à montrer au client.

Par jeu de rôle sur un véhicule école avec un client fictif ignorant tout du VDL.

Modalités d'évaluation

Satisfaction du client.

Respect de la méthodologie (que le client ne rappelle pas le lendemain, ou rappelle moins !).

Une évaluation finale termine chaque module.

Elle est annexée au livret CQP sous la responsabilité de l'organisme de formation.

ANNEXE

Les différents types de véhicules de loisirs

APPELLATION	DÉFINITION	CONTRAINTES
Camping-car ou autocaravane	Véhicule aménagé pour permettre à ses occupants un séjour prolongé dans des conditions maximales de sécurité et de confort à l'intérieur d'un espace habitable limité. Ces véhicules peuvent être aménagés sur des bases châssis-cabines pour les « avec capucine » et les « profilés », et sur des « châssis nus au vent » pour les « intégraux ». Les fourgons aménagés sont à part.	Véhicules routiers motorisés, issus d'un processus de production « multistage » : avec au minimum l'intervention d'un constructeur automobile et d'un constructeur aménageur de cellule.
Caravane de loisirs	Même fonction de résidence temporaire que précédemment mais remorque routière souvent à un essieu. Elle est destinée à un usage temporaire de loisirs	Immatriculation routière.
Caravane d'habitation ou caravane résidentielle	Idem mais remorque routière lourde souvent à 2 essieux. Généralement destinées à une habitation de longue durée, souvent vendues par des établissements spécialisés à des populations ciblées.	Immatriculation routière.
Mobil-home, autre appellation résidence mobile de loisirs	Véhicule de loisirs habitable et transportable livré complet et prêt à l'usage, n'excédant pas 40 mètres carrés de surface au sol. Destiné à une occupation temporaire ou saisonnière. En France, la réglementation préciserait que seuls les « terrains aménagés permanents » proposant des emplacements « grand confort » ainsi que les terrains classés « parcs résidentiels de loisirs » seraient autorisés à accueillir des mobil-homes. Ces mobil-homes ne doivent pas excéder 30 % de la superficie des emplacements destinés à leur installation.	Ce produit peut ne pas répondre aux critères exigés sur les véhicules routiers mais, en revanche il doit conserver en permanence ses moyens de mobilité. Cf. la norme NF 56.410 pour plus de précisions métriques concernant son installation. Non soumis à immatriculation routière (incidence sur l'absence de statistiques de vente).

APPELLATION	DÉFINITION	CONTRAINTES
Remorques	Routières de divers types et de divers poids PTAC.	Immatriculation routière en fonction du PTAC.
Aménagement, livraison, installation de mobil-homes	Contraintes de transport routier (convoi exceptionnel). Contraintes de chantier. Contraintes de calage (installations, service après-vente et maintenance). Ces activités sont souvent sous-traitées à des entreprises locales spécialisées.	

Ce dossier concerne la création du certificat de qualification professionnelle de préparateur réparateur de véhicules de loisirs.

Remis à la CPNEFP Sport et Loisirs pour validation, il reprend et synthétise les divers documents précédemment présentés et prend en compte les remarques formulées ainsi que les dernières modifications souhaitées par la DICA le 17 janvier 2005. La présentation en 8 fiches respecte la structure du dossier de demande d'enregistrement au registre national des certifications professionnelles, préconisée par la CNCP, commission nationale de la certification professionnelle.

Fiche 1

Présentation de la demande

A. – Certificat de qualification

Libellé : CQP de préparateur, réparateur de véhicules de loisirs.

Commission paritaire nationale de l'emploi de référence : CPNEFP du commerce des articles de sport et équipements de loisirs.

Texte(s) de référence (décision, avenant, accord...) :

Accord portant création d'une commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle du 26 septembre 2001 étendu au *JORF* du 30 avril 2002 (arrêté du 19 avril 2002).

Accord cadre sur les certificats de qualification professionnelle du 25 juin 2002.

Accords des 21 et 22 mars 2003 sur la classification professionnelle paru au *JORF* du 15 octobre 2003.

Date de création : ...

Domaine d'activité visé par la certification : commerce, distribution, location et aménagement de véhicules de loisirs (caravanes, autocaravanes [camping-cars], fourgons aménagés, résidences mobiles de loisirs [mobil-homes], habitats légers de loisirs, remorques bagagères ou légères).

B. – Instance délivrant le certificat de qualification

Dénomination(s) (dénomination juridique, sigle utilisé...) : CPNEFP du commerce des articles de sport et des équipements de loisirs, CPNEFP Sports et Loisirs.

C. - Date de la demande d'enregistrement

Espace réservé au Secrétariat de la CNCP.

Dossier n°

Référent interne :

Date CS :

Date CNCP :

Date JO :

Fiche 2

Identification du (des) organisme(s) délivrant la certification

1. Présentation de l'instance

Dénomination complète : CPNEFP du commerce des articles de sport et des équipements de loisirs.

Sigle utilisé : CPNEFP Sports et Loisirs.

Si besoin, désignation de la structure chargée, au sein de l'instance, de cette certification (et sigle utilisé) : chambre syndicale nationale des distributeurs de véhicules de loisirs DICA.

Adresse : parc Innolin, 10 *bis*, rue du Golf, 33700 Mérignac, tél. : 05-57-29-17-17, télécopie : 05-57-29-18-73, mél : dica@la-dica.com

Nom du responsable de la DICA : Patrick Sanz. Fonction : président.

Personne chargée, au sein de l'instance, du suivi de ce dossier : Pascal Arnoud, délégué général, tél. : 05-57-29-17-17, télécopie : 05-57-29-18-73, mél. : pascal.arnoud@la-dica.com

Autres certifications délivrées par l'instance : CQP maîtrise professionnelle technicien produits sport délivrée par la FPS (fédération professionnelle des entreprises du sport et des loisirs, 124, boulevard Haussmann, 75008 Paris).

2. Certification délivrée par plusieurs instances

Mêmes informations, pour chacune des instances délivrant la certification en signalant, le cas échéant, l'instance tête de réseau et/ou à l'origine du dépôt du titre. Descriptif des engagements pris par les différentes instances (joindre un exemplaire du cahier des charges, de la convention de partenariat et, le cas échéant, des autres documents supports de la contractualisation).

A compléter

Fiche 3

Circonstances de la création de la certification et système de veille

1. Etude d'opportunité

La chambre syndicale DICA se préoccupe depuis longtemps des carences dans la formation du personnel d'atelier employé dans la distribution de véhicules de loisirs, VDL.

C'est ainsi qu'elle avait déjà demandé, en 1988, au ministère de l'éducation nationale d'instituer une formation technique « généraliste » adaptée.

Cette démarche avait abouti à la création, en 1989, de la mention complémentaire « Aménagement et rénovation des véhicules spécifiques » de l'enseignement technologique niveau V.

Cette mention complémentaire est encore dispensée sur deux sites à notre connaissance, Etel, Morbihan, et Le Mans, Sarthe ; mais elle n'aurait pas suivi l'évolution des métiers et de la profession de la distribution de VDL. Les professionnels disent qu'elle répond davantage aux emplois/métiers de la construction de VDL ou à ceux de l'aménagement de véhicules (fourgons, camions et marine de plaisance) qu'aux emplois d'atelier de la distribution actuelle de VDL.

Une enquête effectuée par la DICA en 1997 auprès de ses adhérents avait de nouveau mis en lumière une inadaptation de cette formation, eu égard notamment au développement important du marché du camping-car.

Une demande de création d'une formation ad hoc avait été faite à l'AFPA en 1998, mais n'avait pu aboutir.

Cette demande a pu être réitérée en 2001-2002 dans le cadre de la CPNEFP Sports et Loisirs, dès la création de ladite commission, pour aboutir au lancement d'une enquête sur les besoins en formation et en qualification dans le secteur de la distribution de VDL.

Courant 2003 et 2004, l'AFPA Aquitaine a réalisé une étude nationale permettant de déterminer les activités du secteur et les besoins de professionnalisation des personnels d'atelier. Ceci avait pour but d'étudier l'opportunité de construire une réponse appropriée à ces besoins exprimés de longue date, donc d'en apprécier l'actualité.

Les résultats de ces travaux confirment et précisent les besoins exprimés par les responsables professionnels, à savoir la difficulté récurrente à embaucher du personnel d'atelier compétent et à qualifier le personnel d'atelier en place.

Deux enquêtes nationales ont été réalisées auprès d'un échantillon de professionnels adhérents à la chambre syndicale DICA puis analysées par des groupes de travail représentatifs de la profession et de ses métiers. Elles confirment la difficulté du secteur de la distribution de véhicules de loisirs en France à :

- recruter et intégrer du personnel d'atelier expérimenté et compétent ;
- former de nouveaux entrants dans ce métier et qualifier le personnel en fonction ;
- faire connaître son niveau d'emploi, 1 500 personnes d'atelier dans 400 entreprises ;

- être un secteur connu et attractif, c'est-à-dire à faire savoir qu'il embauche chaque année environ 200 préparateurs réparateurs se réparant pour moitié en remplacement de postes vacants et pour moitié en création d'emplois.

Les conclusions de ces travaux actualisent donc les constats antérieurs déjà exprimés par la profession.

Ces difficultés d'embauche et/ou de qualification sont d'autant plus regrettables que ce secteur d'activité fait preuve d'embauches potentielles liées à son dynamisme commercial, par regroupement en réseaux commerciaux et parfois en réseaux financiers, et par la création de nouveaux établissements en réponse à un marché porteur en croissance toujours soutenue (par exemple : doublement des ventes de camping-cars sur ces 6 dernières années).

Par contre, comme dans toutes les petites entreprises de commerce, la difficulté à construire des solutions nouvelles ou innovantes en la matière s'explique par la faible tenue de la fonction gestion des emplois et des compétences et par la grande pression du quotidien exercée sur les dirigeants, sur l'encadrement et sur les personnels d'atelier.

Voilà bien une des difficultés fréquentes rencontrées lors de la gestion de ce dossier même s'il y a un réel désir de faire évoluer cette situation, de la part de la représentation professionnelle.

Sur un autre aspect, nous avons constaté que le personnel d'atelier doit posséder un large ensemble de compétences parfois spécifiques et parfois pointues.

Ces compétences portent sur des domaines technique, organisationnel et relationnel ; ce sont en particulier :

- des compétences techniques variées en réponse à des contraintes de produits et de réglementations complexes (pour illustrer cette complexité, un exemple : un camping-car est un véhicule routier automobile destiné au transport de personnes et à leur habitation temporaire qui est d'autre part conçu et réalisé par des entreprises complémentaires en évolution technologique constante) ;
- des compétences techniques approfondies détenues seulement par les personnels en activité et expérimentés du secteur de la distribution de VDL ou alors par les personnels de conception et de production employés par les constructeurs aménageurs de véhicules de loisirs ou par les équipementiers fournisseurs spécifiques ;
- des compétences organisationnelles et relationnelles spécifiques en relation avec des activités de service voire d'aide au conseil technique auprès d'une clientèle exigeante (importance de la fonction de service).

Ces compétences s'acquièrent principalement par l'expérience (apprentissage « sur le tas ») à partir souvent d'une expérience professionnelle passée et de capacités professionnelles et personnelles existantes dont la capacité à savoir apprendre, à savoir diagnostiquer et à savoir expliquer.

Il n'existe pas de système correspondant de certification reconnue en France répondant à l'ensemble des caractéristiques relevées.

La mise en place de ce certificat de qualification professionnelle apparaît pertinente.

Il reste à concrétiser cette volonté, la profession et les partenaires sociaux jugeant indispensable une plus grande professionnalisation des préparateurs-réparateurs afin de répondre aux enjeux futurs du secteur de la distribution des véhicules de loisirs (les exigences de qualité et l'évolution des contrats de distribution).

2. Système de veille

Les modalités suivantes sont arrêtées pour permettre d'ajuster la certification aux évolutions professionnelles constatées.

Une commission paritaire de suivi est constituée. Elle sera réunie au moins une fois par an. Cette commission a pour objet d'évaluer la qualité de la certification délivrée et de proposer des ajustements de ce CQP aux évolutions professionnelles à venir.

Pour mener à bien cette mission, cette commission veillera et analysera :

- les évolutions techniques des matériaux mis en œuvre, des produits, des équipements et des véhicules distribués ;
- les évolutions réglementaires sur l'utilisation, l'élimination et/ou le recyclage des produits et des déchets ;
- les évolutions réglementaires concernant les véhicules routiers automobiles destinés au transport de personnes et/ou à leur habitation temporaire ;
- les évolutions organisationnelles résultant des évolutions de la réglementation du commerce automobile et des accords de distribution de produits complexes issus de processus de fabrication « multistage ».

Elle a aussi pour mission d'évaluer l'organisation pratique de la certification et de proposer des aménagements.

Elle est composée de 6 membres (4 membres du jury en activité représentant à égalité les collèges employeur et salarié, 1 membre représentant une organisation syndicale siégeant à la CPNEFP et 1 membre représentant le bureau de la DICA).

Elle s'appuiera sur les remarques contenues dans les comptes rendus de jurys de l'année écoulée et sur tout élément de veille professionnelle.

Elle pourra mener toutes les investigations qu'elle estimera nécessaires auprès des candidats ayant passé avec succès ou non les épreuves de certification et sur leur suivi à 6 mois, ainsi qu'auprès de leurs employeurs respectifs. Elle analysera les retours d'enquête de suivi à 6 mois.

Elle pourra associer à ses travaux les formateurs en charge des formations agréées ainsi que les représentants des OPCA financeurs.

Elle suivra particulièrement la mise en œuvre des dispositions concernant la validation des acquis de l'expérience.

Ses remarques seront intégrées dès que possible dans les mises à jour des épreuves de certification et dans l'organisation du CQP dans le respect des contraintes réglementaires propres à la certification.

Les résultats de ses travaux seront présentés et débattus chaque année lors d'un atelier de travail réunissant tous les membres de jury agréés se tenant en parallèle avec l'assemblée générale annuelle de la DICA.

Si besoin est, cette commission recherchera les modalités de correspondance ou de rapprochement avec d'autres certifications en s'appuyant sur tous travaux ultérieurs.

Ces autres certifications pourraient être :

- des CQP d'autres branches (automobile, bien d'équipement de la personne, bâtiment, tourisme... par exemple) ;
- ou des mentions complémentaires de diplômes délivrés par l'éducation nationale ;
- ou des certificats de spécialités de titres délivrés par d'autres ministères (emploi...).

Toutes ces autres certifications sont en rapport avec des activités liées à :

- la construction, l'aménagement, la maintenance ou la distribution de véhicules assurant le transport et/ou l'habitation temporaire de personnes (par exemple en nautisme de plaisance) ;
- l'aménagement et la maintenance de véhicules spécifiques (véhicule routier magasin forain, ambulance, cellule intérieure d'avion de tourisme...) ;
- ainsi qu'aux métiers de l'installation, de l'entretien et de la maintenance de l'hôtellerie de plein air (parcs résidentiels de loisirs équipés de résidences mobiles et/ou d'habitations légères de loisirs)...

Fiche 4

Qualification ciblée

A. – Métier, fonction ou emploi ciblés

1. Désignation

Préparateur-réparateur de véhicules de loisirs :

Employé d'atelier, le préparateur-réparateur assure les opérations courantes de préparation et de réparation permettant de délivrer à un client un véhicule de loisirs en bon état, équipé des options demandées en état de bon fonctionnement.

Il intervient sur les types de véhicules de loisirs suivants : caravanes, autocaravanes (camping-cars), fourgons aménagés, résidences mobiles de loisirs (mobil-homes), habitations légères de loisirs, remorques bagagères ou légères.

Ces véhicules peuvent être neufs ou d'occasion, entrés en entretien puis remis à leurs propriétaires ou destinés à la vente, à l'exposition ou à la location.

Par ailleurs, il participe à l'entretien et à la maintenance des installations et des matériels d'atelier qui lui sont confiés, ainsi qu'à la surveillance et à la sécurité de l'espace et de l'environnement de son lieu de travail.

2. Fiche(s) Rome la (ou les) plus proche(s)

Absence de fiche Rome correspondante.

Pourrait se rapprocher partiellement des fiches :

44232 Carrossier réparateur en carrosserie automobile.

44321 Mécanicien de véhicules particuliers et industriels.

Mais à ne pas confondre avec « 43311 Préparateur/préparatrice d'autocaravanes (camping-cars) » sous-ensemble d'« Agent de stockage et de répartition de marchandise » (logistique) et à enrichir de « Carrossier aménageur de véhicule spécifique, agent de réparation de véhicules spécifiques, électricien de maintenance automobile, réalisateur d'ouvrage en bois et matériaux associés, constructeur aménageur en marine de plaisance (évolution de charpentier de marine) ».

3. Conditions d'exercice les plus fréquentes

Cet emploi est exercé principalement dans les entreprises de distribution de véhicules de loisirs mais peut être aussi exercé chez les constructeurs aménageurs lors des opérations de correction des dysfonctionnements constatés après contrôle en sortie de production ou lors des retours en garantie constructeur pour des opérations lourdes.

Taille et secteur d'activité des entreprises employeurs :

Environ 400 entreprises spécialisées distribuent des véhicules de loisirs sur le territoire national, représentant 500 établissements dont 295 sont adhérents à la chambre syndicale DICA (données 2004).

Ces entreprises sont en principe rattachées au code NAF 1993 en 50.1 Z (commerce de véhicules automobiles) et plus rarement en 52.4 W (commerce de détail articles de sport et de loisirs).

L'effectif total du personnel employé est estimé à 4 000 personnes dont 1 500 personnes en atelier. La taille moyenne des établissements est de l'ordre de 7 à 8 personnes, avec de très petites entreprises parfois mono-employeur. Ce sont soit :

- de très petites à petites entreprises spécialisées, juridiquement et commercialement indépendantes ;
- de petites entreprises indépendantes regroupées en réseaux de distribution ;
- quelques moyennes entreprises indépendantes parfois adhérentes à un réseau ;
- 2 moyennes à grandes entreprises, avec 21 établissements pour l'une et 47 pour l'autre (données 2003).

Positions hiérarchique et fonctionnelle :

Cet emploi est pratiquement toujours réalisé dans l'établissement de distribution, en atelier ou sur les aires extérieures de stationnement ou d'exposition.

Le préparateur-réparateur travaille seul au sein d'une petite équipe mais toujours sous la responsabilité directe du responsable ou du chef d'atelier, ou du responsable de l'établissement, cas des petits établissements.

Sous statut d'employé, les coefficients varient de 130 (débutant) à 185 (qualifié), accords conventionnels des 21 et 22 mars 2003.

NB : évolution professionnelle possible vers l'emploi de réceptionniste (coefficient 185) et/ou après expérience professionnelle, accès au poste d'agent de maîtrise (responsable d'atelier coefficient 240, puis chef d'atelier coefficient 280).

B. – Référentiel d'activités et de compétences du préparateur-réparateur de véhicule de loisirs

1. Préparer le véhicule pour l'exposition ou la livraison

Principales activités :

- contrôler la conformité en entrée du véhicule par rapport à l'état prévu en entrée ;
- vérifier l'état du véhicule porteur (châssis, cabine, groupe moteur) sans connaissances ni outillage spécifiques ;
- contrôler l'état extérieur de la cellule et de ses ouvrants, lanterneau et baies ;
- contrôler l'état intérieur de la cellule (mobilier, cloison, revêtement de sol, de parois, stores et ouvrants...) ;
- tester ou vérifier l'état des équipements de la cellule. Etablir un diagnostic de panne des équipements présents ;
- effectuer tous les nettoyages intérieur et extérieur y compris de celui du châssis et du moteur ;
- préparer le véhicule pour un stockage ou un hivernage.

Principales compétences, aptitudes et connaissances :

Aptitudes particulières :

- autonomie ;
- travail en équipe ;
- méticulosité dans le travail.

Compétences et connaissances spécifiques :

- principes de construction d'un véhicule de loisirs ;
- méthodologie de diagnostic pour chacun des éléments du véhicule ;
- pannes ou dysfonctionnements classiques, « trucs » du métier ;
- choix des produits de nettoyage adaptés aux différents supports ;
- techniques de nettoyage intérieur et extérieur d'un VDL et techniques de rénovation ;
- limites de l'intervention du préparateur (appel au réparateur ou à la sous-traitance) ;
- sécurité dans les ateliers et sur les aires de travail en extérieur (risques possibles, protection individuelle, du voisinage, règles de sécurité y afférentes).

2. Réparer, remplacer, adapter des éléments intérieurs ou extérieurs

Principales activités :

A l'intérieur du véhicule de loisirs :

- réparer, remplacer, adapter les éléments de plomberie (eau froide et chaude, eaux usées, gaz...) ;
- réparer, remplacer, adapter les éléments amovibles intérieurs ;
- réparer, remplacer, adapter les lignes et éléments électriques et électroniques ;
- concevoir et installer un petit agencement.

A l'extérieur du véhicule de loisirs :

- réparer, remplacer des éléments amovibles extérieurs ;
- réparer ou remplacer un revêtement extérieur (aluminium ou polyester) de cellule.

Principales compétences, aptitudes et connaissances :

Aptitudes particulières :

- autonomie ;
- travail en équipe ;
- méticulosité dans le travail, respect des normes techniques ;
- respect des règles de confidentialité liées à une intervention dans un espace privé.

Compétences et connaissances spécifiques :

- mise en œuvre et respect d'une gamme de travail ;
- électricité : principes de montage d'éléments en courant continu et en courant alternatif, normes et abaques ;
- plomberie : principes de démontage et de montage d'éléments de plomberie classique (matériaux et outils adaptés à chaque élément et à chaque support) ;

- menuiserie : principes de modification et de création de petites menuiseries intérieures (prise de cotes, traçage...) ;
- techniques de remplacement ou de réparation d'un revêtement extérieur (tôle aluminium ou polyester) ne nécessitant pas de reconstitution de structure ;
- choix des points d'ancrage ou de fixation ;
- choix des matériaux de fixation adaptés aux différents supports et aux circonstances de l'ouvrage ;
- fonctionnalités, choix, mise en œuvre, entretien des outils de travail.

3. Poser des accessoires mécaniques, électriques ou électroniques

Principales activités :

- poser des accessoires mécaniques en intérieur ou extérieur en respectant les usages, normes et procédures de fixation sans entacher les possibilités futures de fixation d'autres éléments mécaniques courants ;
- poser des accessoires électriques et électroniques dans un espace fragile, exigü et de valeur.

Principales compétences, aptitudes et connaissances :

Aptitudes particulières :

- autonomie ;
- travail en équipe ;
- médiculosité dans le travail ;
- respect des normes techniques ;
- respect des règles de confidentialité liées à une intervention dans un espace privé.

Compétences et connaissances spécifiques :

- mise en œuvre et respect d'une gamme de travail ;
- électricité : principes de montage d'éléments en courant continu et en courant alternatif, normes et abaques ;
- compatibilité (en particulier électrique) des éléments ajoutés avec les éléments existants ;
- normes dimensionnelles à respecter sur les véhicules de loisirs ;
- choix des points d'ancrage et des matériaux de fixation adaptés aux différents supports et aux circonstances de l'ouvrage ;
- fonctionnalités, choix, mise en œuvre et entretien des outils de travail ;
- caractéristiques et précautions de montage des différents éléments à installer ;
- réglages et mises au point des éléments électroniques installés ;
- techniques de montage et de démontage, incidents possibles et conduites à tenir, les trucs du métiers dans un espace exigü.

4. Livrer un véhicule de loisirs au client

Principales activités :

- montrer et faire fonctionner les équipements et faire prendre en main ;
- montrer le panneau de contrôle de la cellule et le faire fonctionner par le client ;

- montrer le poste de conduite du véhicule et en faire prendre possession ;
- montrer les différentes jauges et niveaux du moteur ;
- remettre les documents techniques relatifs au véhicule et à ses équipements (hors documents administratifs) ;
- remplir et faire signer le contrat de livraison technique, prise en main.

Principales compétences, aptitudes et connaissances :

Aptitudes particulières :

- sens de la relation clientèle et capacité d'écoute ;
- empathie, sens et respect de l'autre ;
- bonne élocution.

Compétences et connaissances spécifiques :

- connaissances des principes de la communication (écoute active et reformulation...) et du service au client ;
- maîtrise des fonctions et du fonctionnement des différents éléments et équipements à présenter au client (équipements de la cellule, panneau de contrôle, du poste de conduite, les jauges et niveaux) ;
- utilisation des différents documents propres aux VDL ;
- méthode et techniques de mise en main d'un VDL à un client.

**Champs d'intervention du préparateur-réparateur de véhicules de loisirs
et extension possible**

****LOGO****

Fiche 5

Articulations avec d'autres certifications

Cette fiche est renseignée à partir des éléments dont nous disposons quant aux caractéristiques propres de la certification délivrée et sa complémentarité avec des certifications préexistantes (cf. décret n° 2002-616, art. 4).

A. – Liens identifiés avec d'autres certifications

1. Précisez si, pour l'accès à la certification présentée ici, des certifications sont admises ou nécessaires :

- en prérequis : aucune formellement ;
- en reconnaissance partielle : aucune formellement mais certaines peuvent être retenues dans le cadre du parcours 2 de la validation des acquis de l'expérience en fonction de l'histoire professionnelle du candidat.

2. La certification elle-même figure-t-elle explicitement parmi les prérequis ou les équivalences d'autres certifications ? Non.

B. – Identification des certifications existant en France dans le même champ professionnel

1. Autres certifications existant sur le même champ, au même niveau.

Mention complémentaire niveau 5 Aménagement et rénovation des véhicules spécifiques ARVS délivrée par l'éducation nationale, arrêtés des 3 mars 1989 et 27 juillet 1999 (*Bulletin officiel* hors série du 2 décembre 1999).

2. Complémentarités avec la certification proposée en complément de la fiche :

Certaines activités techniques et donc certaines compétences de base sont semblables ou complémentaires mais les processus d'intervention diffèrent complètement – d'un côté un processus de construction, en atelier artisanal ou industriel et de l'autre un processus d'intervention sur un bien d'équipement élaboré et fini « recouvert de ses peaux » à forte valeur monétaire et symbolique, en relation directe avec son éventuel propriétaire.

(Cf. fiche 3, §1 : étude d'opportunité.)

C. – Correspondances avec d'autres certifications délivrées à l'étranger et notamment au sein de l'Union européenne

1. Identification de certifications comparables :

Certificat de qualification professionnelle (programme d'apprentissage en milieu de travail, Emploi Québec, ministère de l'éducation et l'ACVRQ, Association des commerçants de véhicules récréatifs du Québec).

2. Accords institutionnels ou conventions avec des certificateurs d'autres pays portant sur la délivrance de la certification : inconnu.

Fiche 6

Voies d'accès à la certification

A. – Accessibilité de la certification au terme des voies d'accès ci-après

En accord avec la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale les 3 voies d'accès à la certification retenues sont :

- Accès au CQP au terme d'un parcours continu de formation de 4,5 mois ;
- Accès au CQP par succession de périodes de formation et de périodes d'emploi ;
- Accès au CQP par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Les candidats pouvant se présenter aux sessions de validation en vue de l'obtention du certificat de qualification professionnelle professionnel délivré par la CPNEFP Sports et Loisirs sont :

- les candidats ayant effectué une formation professionnelle continue (FPC) :
 - en suivant un parcours composé exclusivement de périodes de formation, soit un parcours continu de formation dénommé 1.a ;
 - ou qui réalisent une succession de périodes de formation et de périodes d'emploi dans des activités en correspondance avec le certificat de qualification professionnelle visé, soit un parcours professionnalisant dénommé 1.b ;
- les candidats souhaitant faire valider les acquis de leur expérience (VAE), soit un parcours VAE dénommé 2.

Le tableau qui suit présente le processus de délivrance du certificat de qualification professionnelle selon ces deux voies d'accès : FPC et VAE.

NB : Quelles que soient les voies d'accès au certificat de qualification professionnelle « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs », tous les candidats auront à subir les mêmes épreuves selon les mêmes modalités.

Ces modalités de passation des épreuves figurent dans la fiche 7 « Référentiel de certification du CQP » décrit ci-après.

En particulier, les différentes évaluations de fin de modules réalisées pendant la formation – si le candidat suit tout ou partie d'une formation préparant à ce CQP – constitueront des éléments supplémentaires d'appréciation portés à la connaissance du jury, mais ne pourront en aucun cas dispenser le candidat de réaliser tout ou partie des épreuves permettant l'évaluation par le jury et la délivrance du CQP.

Processus de délivrance du certificat de qualification professionnelle
Préparateur-réparateur de véhicules de loisirs de la CPNEFP Sports et Loisirs

VOIES D'ACCÈS A LA CERTIFICATION				
	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE		VALIDATION DES ACQUIS de l'expérience	
	Parcours continu de formation 1a	Parcours professionnalisant 1b	Parcours 2	
	Parcours composé exclusivement de périodes de formation	Parcours composé d'une succession de périodes de formation et de périodes d'emploi à réaliser sur 2 ans maximum (parcours de formation raccourci)	Expérience professionnelle significative de 3 ans Dossier de recevabilité à établir Recevabilité acceptée	
Parcours de la personne				
Modalités d'évaluation sur la base du référentiel de certification	Dossier attestant de la pratique professionnelle (DPP) Résultats des évaluations de formation aux activités pour l'ensemble des modules de la formation Epreuve finale évaluée par le jury du CQP	Dossier attestant de la pratique professionnelle (DPP) Résultats des évaluations de formation aux activités pour les modules de formation suivis Epreuve finale évaluée par le jury du CQP	Capitalisation des unités de certification évaluées par le jury du CQP sur une durée maximale de 5 ans	
Validation	Entretien avec le jury du CQP			
Certification	Certificat de qualification professionnelle délivré par la CPNEFP Sports et Loisirs			

B. – Descriptif des voies d'accès pratiquées au cours des 3 années précédentes

La formation et la certification n'ont pas encore été mises en œuvre au jour du dépôt du dossier (1^{er} trimestre 2005). Ces référentiels sont à la disposition de la commission.

Il n'est donc pas possible d'indiquer encore quels seront les organismes qui vont proposer cette formation, ni d'avoir de recul sur la certification.

Pour ce qui concerne la formation, un appel d'offres sera lancé courant 2005 par la CPNEFP Sports et Loisirs auprès d'organismes identifiés comme ayant la capacité à répondre aux spécificités décrites et capables de constituer un partenariat avec les constructeurs de VDL et les équipementiers.

1. Formation uniquement en centre.

Cette modalité d'organisation de la formation n'a pas été retenue.

2. Formation en centre et stages d'application en entreprise.

L'organisation de la formation, décrite dans le référentiel de formation, prévoit systématiquement des périodes d'application en entreprise, que cette formation soit suivie dans le cadre de la formation continue par un salarié d'entreprise ou dans le cadre d'une formation initiale.

Il est prévu en amont de la formation, et pour les personnes disposant déjà d'une expérience professionnelle, un positionnement permettant de suivre uniquement certains modules de la formation, de manière à raccourcir le parcours.

Niveau initial requis :

Les prérequis demandés pour pouvoir être admis à participer à la formation sont les suivants :

- être titulaire d'un CAP ou BEP (ou en avoir le niveau) de mécanique, de réparation ou carrosserie automobile, d'électricité, de menuiserie d'agencement, de construction nautique (titre CAMP par exemple), de sellerie et matériaux souples, bois et matériaux composites... ;
- ou avoir une expérience professionnelle significative dans l'utilisation, le façonnage ou le montage des matériaux, des produits et des accessoires couramment utilisés dans le secteur.

Durée de la formation en centre : 455 heures, soit 13 semaines.

Durée des stages d'application en entreprise et répartition dans le cursus :

La formation comportant 4 modules, les périodes d'application en entreprise sont de 6 semaines réparties de la manière suivante :

- 3 semaines à l'issue des 2 premiers modules ;
- 3 semaines à l'issue des 2 derniers modules.

Durée globale du cursus en mois :

Le cursus de formation peut être bloqué dans le temps (par exemple pour un public de demandeurs d'emploi en formation initiale) soit 4, 5 mois ou étalé au maximum sur 2 années (par exemple pour des salariés d'entreprise en formation continue).

Cette organisation permet aussi à certains demandeurs d'emploi de pratiquer un emploi en cours de formation et donc suspendre leur cursus pour le reprendre plus tard sous un autre statut.

Les modules étant indépendants, il n'y a pas d'ordre préétabli mais il est recommandé au candidat de suivre les modules 1 et 2 qui correspondent à la 1^{re} unité de certification, puis de suivre les modules 3 et 4 qui correspondent à la 2^e unité de certification.

Au regard du niveau de compétences qu'il possède déjà, un candidat (en particulier lorsqu'il s'agit d'un salarié d'entreprise) peut être dispensé de suivre tout ou partie d'un ou de plusieurs modules. Cette option permet de raccourcir le parcours de formation et favorise un accès plus rapide à la certification.

3. Formation en alternance sous contrats de travail particuliers.

Cette modalité d'organisation de la formation est possible et reste à construire administrativement. A notre connaissance, il n'y a pas de contraintes pédagogiques et organisationnelles sauf pour ce qui peut concerner les capacités personnelles en prérequis qu'il serait nécessaire d'évaluer lors d'une période préalable (pré-professionnalisation, « évaluation en milieu de travail »...).

Le cas des salariés intérimaires enchaînant des périodes d'emploi et des périodes de formation relèverait de cette alternance.

4. Validation des acquis de l'expérience.

Conditions spécifiques de recevabilité de la demande : toute personne ayant exercé pendant au moins 3 ans une activité (que cette activité soit salariée, non salariée, ou bénévole mais en rapport direct avec le contenu du certificat de qualification professionnelle de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs) est en droit de faire valider les acquis de son expérience en vue de l'obtention de ce certificat de qualification professionnelle.

Elle relève alors du parcours dénommé 2.

Fiche 7

Référentiel de certification

Préliminaire :

Quelles que soient les voies d'accès à la certification, les candidats subiront les mêmes épreuves dans les mêmes circonstances.

Les différences résident dans la nature des éléments de preuves de l'expérience professionnelle à réunir par les candidats.

Tous les documents cités dans les pages qui suivent sont tenus à disposition de la CNCP.

A. – Evaluation après une formation

1. Nature des évaluations en fonction des compétences, aptitudes et connaissances à vérifier

L'obtention du CQP est soumise à :

- l'obtention de l'unité de certification n° 1 correspondant à la validation des compétences liées aux 2 premières activités du référentiel d'activité et de compétences (cf. fiche 4-B ci-avant) : préparer le véhicule pour la location ou la vente et réparer, remplacer, adapter des éléments intérieurs et extérieurs ;
- l'obtention de l'unité de certification n° 2 correspondant à la validation des compétences liées aux 2 dernières activités du référentiel d'activité et de compétences (cf. fiche 4-B ci-avant) : poser des accessoires mécaniques, électriques ou électroniques et livrer le véhicule de loisirs au client ;
- un entretien final avec le jury. Cet entretien fait partie intégrante de la certification quelles que soient les voies d'accès à cette certification et permet au jury de vérifier que le candidat a une compréhension et une vision globale du métier quel qu'en soit le contexte de l'exercice et qu'il s'est approprié la culture professionnelle et les représentations du métier.

Le jury disposera également pour apprécier les compétences du candidat des 2 éléments suivants :

- document attestant de la pratique professionnelle constitué pendant la formation (DPP) ;
- évaluations de formation aux activités réalisées par le formateur durant la formation.

Ces 2 éléments sont décrits au chapitre « Entretien avec le jury ».

2. Description des évaluations

2-a) Unité de certification n° 1 du CQP de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs

Objectif :

Evaluer et valider les compétences professionnelles et délivrer, si les résultats sont satisfaisants, l'unité de certification correspondant aux activités :

« Préparer le véhicule pour l'exposition ou la livraison et réparer, remplacer, adapter des éléments intérieurs et extérieurs ».

Dispositif d'évaluation

TYPE D'ÉVALUATION	DURÉE PRÉVUE	OBSERVATIONS
Situation professionnelle, questions du jury (technique de recherche de panne)	2 h 30	La mise en situation permet au jury de valider les compétences de l'activité et constitue la base du dispositif d'évaluation.

Composition du dossier :

- énoncé de la situation de travail ;
- moyens nécessaires ;
- critères d'évaluation.

Enoncé de la situation de travail n° 1

La mise en situation pratique comporte 2 parties :

1. Identifier les réparations nécessaires sur un VDL (1 h 10) :
 - sur le véhicule attribué, le candidat aura à lister les réparations nécessaires pour une remise en état (1 heure) ;
 - il répondra ensuite aux questions du jury sur la méthode de recherche d'une panne courante (10 minutes).
2. Réaliser des réparations courantes (1 heure) :
 - sur le caisson représentant un véhicule de loisirs, le candidat effectuera le remplacement d'un élément extérieur désigné par le jury en utilisant les outils et matériaux mis à sa disposition. L'épreuve comprend la dépose et la pose ;
 - il tirera ensuite au sort 2 opérations à réaliser sur les éléments intérieurs mis en place dans le caisson. Ces opérations concernent une réparation à effectuer sur la menuiserie, la plomberie, l'électricité ou tout autre partie intérieure d'un VDL.

Moyens nécessaires

Locaux : atelier, plateau technique.

Matériels/outillage : poste de travail, équipé pour les interventions sur les VDL :

- équipements et outillages habituels, permettant la préparation et réparation des VDL (clefs, tournevis, pinces, etc.) ;
- outillage manuel spécifique aux VDL (testeur d'humidité, pompe à mastic, outillage pneumatique, trépan, etc.), outillage électroportatif.

Véhicules :

- un véhicule de loisirs pour la première partie de l'épreuve ;
- un caisson équipé simulant un environnement réel de VDL pour la deuxième partie.

Matière d'œuvre :

- matériaux spécifiques (différents mastics, colles, pièces de remplacement) ;

Documentation :

- documentations liées aux éléments à remplacer (le cas échéant).

Critères d'évaluation de la situation de travail n° 1

1. Organisation de l'intervention

- Efficience de l'organisation du poste de travail avant l'intervention (placement du véhicule au poste de travail, outillage collecté et ordonné), et après l'intervention (rangement).
- Protection des éléments de la cellule et des effets personnels du client.
- Gestion de l'outillage collectif (utilisation rationnelle, maintenance).

2. Dépose. – Repose. – Réglage. – Remplacement d'un élément

- Pertinence du choix des outils et des matériaux utilisés.
- Qualité de la méthode mise en œuvre.
- Respect de l'état initial du véhicule (aucune dégradation sur l'élément et sur le véhicule, propreté des lieux après l'intervention).
- Cohérence de la méthode d'exécution des réglages (respect d'un mode opératoire logique).
- Qualité de l'étanchéité (aspect et efficacité).
- Respect des normes (gaz et électricité).

3. Respect des consignes d'hygiène et de sécurité

- Respect des consignes d'hygiène, de sécurité (précautions dans l'utilisation des matériels, des produits, dans la protection de l'opérateur et du véhicule).

4. Valeur commerciale de l'intervention

- Respect du temps alloué (efficience de l'intervention).
- Degré de définition du travail réalisé.

2-b) Unité de certification n° 2 du CQP de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs

Objectif :

Evaluer et valider les compétences professionnelles et délivrer, si les résultats sont satisfaisants, l'unité de certification correspondant aux activités :

« Poser des accessoires mécaniques, électriques ou électroniques et livrer un véhicule de loisirs au client ».

Dispositif d'évaluation

TYPE D'ÉVALUATION	DURÉE PRÉVUE	OBSERVATIONS
Situation professionnelle, questions du jury (implantation de nouveaux accessoires sur un VDL)	2 h 30	La mise en situation permet au jury de valider les compétences de l'activité et constitue la base du dispositif d'évaluation.

Composition du dossier :

- énoncé de la situation de travail ;
- moyens nécessaires ;
- critères d'évaluation.

Enoncé de la situation de travail n° 2

La mise en situation pratique comporte 2 parties :

1. Poser, câbler et expliquer le fonctionnement d'un accessoire (2 heures) ;
 - sur le caisson attribué, le candidat installera un accessoire de VDL et effectuera les opérations nécessaires à sa mise en service ;
 - il en expliquera le fonctionnement au jury de la manière dont il le ferait pour qu'un client le prenne en main.
2. Application sur un VDL (30 minutes) :
 - sur un véhicule de loisirs désigné par le jury, il indiquera la manière dont il procéderait pour installer différents nouveaux accessoires (du choix de l'emplacement à la mise en service).

Moyens nécessaires :

Locaux : atelier, plateau technique.

Matériels / outillage : poste de travail, équipé pour les interventions sur les VDL :

- équipements et outillages habituels, permettant la préparation et réparation des VDL (clefs, tournevis, pinces, etc.) ;
- outillage manuel spécifique aux VDL (testeur d'humidité, pompe à mastic, outillage pneumatique, trépan, etc.), outillage électroportatif.

Véhicules :

- un véhicule de loisirs pour la première partie de l'épreuve ;
- un caisson équipé simulant un environnement réel de VDL pour la deuxième partie.

Matière d'œuvre :

- matériaux spécifiques (différents mastics, colles, pièces de remplacement...).

Documentation :

- documentations liées aux éléments à remplacer (le cas échéant).

Critères d'évaluation de la situation de travail n° 2

1. Organisation de l'intervention
 - Efficience de l'organisation du poste de travail avant l'intervention (outillage collecté et ordonné), et après l'intervention (rangement).
 - Protection des éléments de la cellule et des effets personnels du client.
 - Gestion de l'outillage collectif (utilisation rationnelle, maintenance).

2. Installation d'un nouvel accessoire
 - Pertinence du choix des outils et des matériaux utilisés.
 - Pertinence du choix d'implantation du nouvel accessoire (dans le caisson ou lors du questionnement en vraie grandeur sur un véhicule).
 - Qualité de la méthode mise en œuvre.
 - Respect de l'état initial du véhicule (aucune dégradation sur l'élément et sur le véhicule, propreté des lieux après l'intervention).
 - Cohérence de la méthode d'exécution des réglages (respect d'un mode opératoire logique).
 - Qualité de l'étanchéité (aspect et efficacité).
 - Respect des normes (gaz et électricité) et des préconisations d'installation du fournisseur.
3. Respect des consignes d'hygiène et de sécurité
 - Respect des consignes d'hygiène, de sécurité (précautions dans l'utilisation des matériels, des produits, dans la protection de l'opérateur et du véhicule).
4. Valeur commerciale de l'intervention
 - Respect du temps alloué : (efficacité de l'intervention).
 - Degré de finition du travail réalisé.
 - Clarté des explications et démonstrations techniques.
 - Capacité à répondre aux questions annexes liées à l'utilisation de l'accessoire installé.

2-c) Entretien final avec le jury

Quelle que soit la voie par laquelle un candidat accède au certificat de qualification professionnelle de la CPNEFP Sports et Loisirs, il a un entretien avec un jury.

Cet entretien a pour finalités de :

- vérifier la compréhension et la vision globale que le candidat a du métier visé quel qu'en soit le contexte d'exercice ;
- s'assurer de sa connaissance et de son appropriation de la culture professionnelle et des représentations du métier ;
- échanger sur son expérience et sur la pratique qu'il a acquise tout au long de son parcours.

Cet entretien est limité à une durée de 1 heure.

Pour apprécier les candidats accédant au CQP par la voie de la formation, le jury dispose également des deux documents suivants qui leur permettent de préparer l'entretien : le document attestant de la pratique professionnelle du candidat (ou DPP) et les évaluations de formation aux activités (ou EFA).

Le document attestant de la pratique professionnelle (DPP)

Le document attestant de la pratique professionnelle (DPP) décrit les conditions dans lesquelles chaque stagiaire acquiert, pendant son parcours de formation, une pratique professionnelle en relation avec les différentes activités constitutives de l'emploi de « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs », et la nature des réalisations qu'il effectue.

Ce document doit retracer les conditions spécifiques dans lesquelles chaque stagiaire a eu l'occasion d'exercer une pratique professionnelle, que ce soit : en atelier, sur un chantier, ou tout autre environnement profession-

nel lors des périodes en entreprise ou en centre de formation. Ce document doit être renseigné, y compris lorsque cette pratique est acquise pendant la formation, dans un atelier intégré au centre de formation.

Il est renseigné tout au long du parcours sous la responsabilité du centre de formation. C'est l'occasion pour le stagiaire de faire le point avec son formateur référent sur sa pratique professionnelle, particulièrement pour les périodes passées hors du centre de formation. Ce n'est pas un outil d'évaluation des acquis pour une période en entreprise, mais il doit servir de support au candidat pour échanger avec le jury sur sa pratique professionnelle lors de l'entretien final, à partir des réalisations qu'il a effectuées pendant son parcours.

Dans le cas d'un parcours réduit après un positionnement de type ECAP (évaluation des compétences et des acquis professionnels), le stagiaire peut mentionner une pratique professionnelle qu'il a eue en amont du parcours de formation, dans la mesure où cette pratique est en lien avec une ou plusieurs activités (ex. : remplacer des éléments intérieurs ou extérieurs sur un véhicule de loisirs).

Un exemplaire du document attestant de la pratique professionnelle est joint au dossier du candidat qui est remis au jury devant statuer sur l'attribution du certificat de qualification professionnelle (un deuxième exemplaire est gardé par l'intéressé).

Le DPP est un indicateur pour le jury, il atteste que le candidat a été dans des conditions qui lui ont permis d'acquérir des compétences professionnelles. L'interrogeant sur sa pratique professionnelle lors de l'entretien final, le jury pourra ainsi comparer ce qui est rapporté par l'intéressé avec les attendus définis dans le référentiel emploi « préparateur-réparateur de véhicule de loisirs »

Les évaluations de formation aux activités EFA

Les évaluations de formation aux activités permettent de mesurer le degré de maîtrise que le stagiaire a acquis à un moment de son parcours pour chaque activité-type constitutive de l'emploi de « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs » visé. Ces évaluations de formation aux activités sont réalisées par le formateur qui conduit la formation, à l'issue de chaque module de formation.

Le mode d'évaluation privilégié est une mise en situation professionnelle reconstituée avec observation directe des résultats de l'action du candidat (process et production) avec éventuellement combinaison de mise en situation avec questionnaire écrit ou oral.

Il est de la responsabilité du centre de formation de faire passer ces évaluations à tous les candidats.

Le résultat de chaque évaluation est consigné sur un support prévu à cet effet. Un exemplaire de chaque résultat d'évaluation, signé du formateur, est remis au stagiaire. Un deuxième exemplaire est joint au dossier du candidat, et remis au jury pour information. En cas de résultats jugés insuffisants, le formateur indique les points qu'il estime nécessaire d'améliorer, mais le candidat continue son parcours, et est inscrit à la session de validation.

Le dossier du candidat remis au jury doit comporter les résultats de toutes les évaluations, que ces résultats aient été jugés suffisants ou insuffisants.

Comme le DPP, les résultats des évaluations de formation sont des indicateurs pour le jury mais ne dispensent pas le candidat de passer l'ensemble des épreuves prévues dans le référentiel de certification du CQP de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs.

3. Composition du jury de délivrance du certificat de qualification professionnelle

3-a) Règles présidant à la constitution du jury

La validation est réalisée par un binôme d'évaluateurs.

Le jury est constitué d'un binôme de professionnels qui seul peut décider de l'attribution du CQP « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs ».

Ces professionnels auront été validés par la CNPEFP Sports et Loisirs parmi les salariés ou dirigeants de la profession de manière à pouvoir constituer des binômes de certification chaque fois qu'une session sera programmée. Les titulaires dudit CQP après une expérience professionnelle significative reconnue de 2 ans pourront être inscrits sur la liste d'agrément.

Qualité du président du jury et mode de désignation.

Le président du jury sera désigné à chaque session par accord entre les membres du jury opérant sur la session. Tous les évaluateurs agréés par la CNPEFP Sports et Loisirs pourront donc être retenus pour présider le jury d'une session particulière et sont donc des présidents potentiels.

Nombre de personnes composant le jury : 2.

Pourcentage des membres extérieurs à l'organisme délivrant la certification.

Le jury est entièrement composé de professionnels d'entreprise « étrangers à l'histoire du candidat ». Sont donc exclus en particulier les collègues ou les responsables hiérarchiques du candidat ainsi que les membres de sa famille.

Répartition des représentants des salariés et des employeurs en pourcentage. Le jury est composé de 1 représentant des salariés et de 1 représentant des employeurs.

Remarque : dans la mesure où cette répartition serait modifiée, il conviendra d'en informer la CNCP.

3-b) Existence d'une formation spécifique pour les membres du jury

Après avoir été identifié par la CNPEFP Sports et Loisirs, chaque professionnel devra suivre une session de formation d'une demi-journée avant de pouvoir opérer dans un jury.

Cette formation permettra de présenter aux futurs membres du jury le référentiel d'activités et de compétences du « préparateur réparateur en véhicules de loisirs » ainsi que les modalités détaillées de la certification telles que définies dans le référentiel de certification.

3-c) Existence de regroupements périodiques des jurys

Annuellement, et à l'occasion de l'assemblée générale de la DICA, un atelier de travail sera organisé permettant à tous les professionnels membres des jurys d'échanger sur leurs pratiques et de proposer d'éventuels aménagements du référentiel de certification.

4. Dans le cas d'une validation partielle, indications que donnera le jury pour des contrôles complémentaires et la durée de validité des décisions

A défaut d'admission du candidat au certificat de qualification professionnelle, le jury décide d'ajourner le candidat en précisant les modalités selon lesquelles ce dernier pourra se représenter à cette certification (délai, expériences ou connaissances supplémentaires à acquérir...).

En cas de refus d'attribution du CQP par le jury, le référentiel de certification comportant 2 épreuves, le jury a la possibilité de conserver au candidat le bénéfice d'une des deux épreuves pour une session ultérieure à laquelle le candidat se présenterait.

Dans ce cas, le candidat n'aura à passer lors de cette nouvelle session que l'épreuve dont les résultats n'auraient pas été jugés satisfaisants ainsi qu'un nouvel entretien final.

Dans tous les cas de refus d'attribution du CQP par le jury, ce dernier doit en indiquer les raisons au candidat oralement et par écrit sur le procès-verbal. Le jury doit également indiquer une date à partir de laquelle le candidat peut se représenter à la certification.

B. – Validation des acquis de l'expérience VAE

Toute personne ayant exercé pendant au moins 3 ans une activité (salariée, non salariée, ou bénévole) en rapport direct avec le contenu du certificat de qualification professionnelle de préparateur-réparateur de véhicules de loisirs est en droit de faire valider les acquis de son expérience en vue de l'obtention de ce certificat de qualification professionnelle.

1. Description de la procédure de VAE

Tout candidat à l'obtention du certificat de qualification professionnelle « préparateur-réparateur de véhicules de loisirs » par VAE remplit un formulaire de demande de validation (voir pages suivantes) qu'il adresse aux services de la CPNEFP Sports et Loisirs en courrier recommandé avec accusé réception.

Après instruction du dossier et vérification de la présence des pièces obligatoires, la CPNEFP Sports et Loisirs notifie au candidat sa décision de recevabilité, dans un délai de 2 mois.

Tout candidat, dont la demande de VAE est déclarée recevable est inscrit par la CPNEFP Sports et Loisirs à une prochaine session sur le site d'évaluation le plus proche de son domicile.

L'inscription du candidat est un droit ouvert sur une période de 5 ans pour la validation du certificat de qualification professionnelle, quel que soit le lieu de validation.

Les 5 ans sont appréciés à la date d'inscription à la session de validation du certificat de qualification professionnelle quelle que soit la date de passage devant le jury.

Les modalités d'évaluation et de certification par le jury restent ensuite celles prévues pour l'ensemble des candidats (quelles que soient les voies d'accès), telles que décrites fiche 7-A-2 ci-avant.

2. Nature des éléments à fournir (dossier de recevabilité) :

- demande de validation des acquis de l'expérience ;
- informations concernant les activités professionnelles en lien avec le CQP : emploi occupé, période, statut, activités et responsabilités exercées ;
- pour les activités salariées : bulletins de salaires et/ou certificats de travail ; pour les personnes ayant bénéficié d'un emploi jeune : attestation (s) d'activité(s) ;
- pour les activités non salariées : l'inscription auprès des organismes habilités et les justificatifs de la durée de cette inscription (registre du commerce, URSSAF, ou tout autre document pouvant attester de votre activité professionnelle indépendante) ;
- pour les activités bénévoles : une attestation de l'organisme bénéficiaire de l'(des) activité(s) ;
- pour tous les candidats : diplômes et/ou attestation de formation.

3. Dans le cas d'une validation partielle, indications que donnera le jury pour des contrôles complémentaires et la durée de validité des décisions

A défaut d'admission du candidat au certificat de qualification professionnelle, le jury décide d'ajourner le candidat en précisant les modalités selon lesquelles ce dernier pourra se représenter à cette certification (délai, expériences ou connaissances supplémentaires à acquérir...).

En cas de refus d'attribution du CQP par le jury, le référentiel de certification comportant 2 épreuves, le jury a la possibilité de conserver au candidat le bénéfice d'une des deux épreuves pour une session ultérieure à laquelle le candidat se présenterait.

Dans ce cas, le candidat n'aura à passer lors de cette nouvelle session que l'épreuve dont les résultats n'auraient pas été jugés satisfaisants ainsi qu'un nouvel entretien final.

Dans tous les cas de refus d'attribution du CQP par le jury, ce dernier doit en indiquer les raisons au candidat oralement et par écrit sur le procès-verbal. Le jury doit également indiquer une date à partir de laquelle le candidat peut se représenter à la certification.

4. Modalités de l'accompagnement éventuel proposé par l'organisme

Ces modalités d'accompagnement sont à construire en fonction du statut du candidat au CQP. L'accompagnement d'un salarié d'une entreprise pourra relever du plan de formation de cette entreprise. Il pourra par ailleurs rechercher toutes les aides à l'obtention de cette validation.

5. Composition du jury

Les éléments concernant le jury restent strictement identiques à ceux présentés pour l'évaluation à la suite d'une formation. Se reporter à la fiche 7-A-3 ci-avant.

C. – Exemple du document remis aux lauréats

LOGO

Fiche 8

Dispositif de suivi et parcours des titulaires du certificat de qualification

1. Existence d'un dispositif de suivi des titulaires de la certification

Dispositif à mettre en place pour assurer un suivi des titulaires de la certification :

1. Enquête téléphonique à 1 mois après obtention de la certification pour confirmation de l'emploi dans la profession puis questionnaire d'enquête à 6 mois adressé au domicile du certifié analysant la mise en œuvre de ses compétences.

2. Exploitations des retours et synthèse présentée à la commission paritaire de suivi (cf. fiche 3, chapitre II, système de veille).

3. Remise officielle des certificats organisée lors des manifestations commerciales régionales avec exposition connue de VDL ou à défaut lors du Salon annuel du véhicule de loisirs à Paris-Le Bourget pour la région parisienne.

4. Ouverture d'une rubrique « certification » dans la revue bimestrielle de la DICA avec parution de la liste des candidats reçus aux dernières sessions et publication des dates, lieux et modalités des sessions à venir.

2. Répartition des titulaires du certificat de qualification par voie d'accès, depuis sa première attribution

EFFECTIFS	FORMATION CONTINUE dont CP *		VALIDATION DES ACQUIS de l'expérience	NOMBRE TOTAL des titres
Cumulés depuis le (date de 1 ^{re} attribution)				
Lors de la dernière année d'attribution Année	<i>absence d'historique</i>			
<i>Moyenne annuelle</i>				
(*) CP : contrat de professionnalisation (à partir d'octobre 2004).				

Un modèle de procès-verbal de session de validation est présenté en page suivante. Il précise les informations qui seront recueillies et gérées.

LOGO